

Annexe 2 : Article paru le 16 mai 1985 dans le Soir à propos de l'adoption par Ecolo d'une proposition de revenu universel

Le Soir

F
85

... Mercredi 15 et jeudi 16 mai 1985

Faits et rumeurs

Révolution culturelle verte : dissocier travail et revenu

NATIONALISER ou non le rôle du capital privé et des fonds publics, l'enseignement à socialiser ou à privatiser : autant de débats où Ecolo s'est affirmé ni à droite ni à gauche, mais ailleurs, conformément à sa « ligne verte ». Une cohérence nettement affirmée par les quelque 150 congressistes du mouvement écolo qui se sont réunis le week-end dernier à l'abbaye de Floreffe. Une majorité d'entre eux a refusé d'avaliser des propositions de « résistance à la crise », soutenues par une des branches bruxelloises, issue du journal Pour, davantage héritière d'une tradition de gauche ou d'extrême gauche. La plupart des congressistes ont préféré se définir à moyen ou à long terme, disant qu'on ne sortira de la crise qu'à la faveur d'une « révolution culturelle » qu'il importe de préparer dès maintenant, grâce à l'expérimentation sociale. « Les politiques menées actuellement se ressemblent très fort, explique Cécile Delbascourt, secrétaire fédérale. Ce n'est pas seulement par des réformes de structure qu'on pourra inclécher le cours des choses, mais par un changement radical de société. »

Faut-il socialiser les secteurs clés de l'économie ? Les verts flamands d'Agalev se sont dernièrement prononcés en ce sens — contre l'avis de leurs parlementaires. Ecolo a choisi une autre voie : le contrat, passé entre les pouvoirs publics et les entreprises. Avant d'accorder des crédits, les pouvoirs publics fixeraient des critères d'attribution, en

fonction notamment de l'utilité sociale de l'activité. Le contrôle du respect de ce contrat constituerait la seule intervention des pouvoirs publics.

Mais, dans l'optique verte, l'entreprise doit aussi se doter d'une démocratie économique orientée vers l'autogestion. Démocratie à l'intérieur : les travailleurs, dit Ecolo, devraient exercer un pouvoir bien plus large qu'aujourd'hui. Comment ? « Non par la collectivisation, mais par l'abolition des privilèges conférés au capital. » Les détenteurs de celui-ci ne disposeraient que d'une seule voix, comme ceux qui engagent leur travail. Démocratie aussi à l'intention des « usagers » : pour Ecolo, les consommateurs doivent participer à la décision économique, à priori et à posteriori, et pas seulement par les lois du marché.

Face à une société « ségréguée » entre chômeurs et actifs, Ecolo propose une distribution du travail et des revenus, grâce à un triple cocktail, aux ingrédients indissociables : l'allocation universelle, une fiscalité plus égalitaire et le droit au travail pour tous. L'allocation universelle (10.000 F par mois octroyé à tout adulte, qu'il travaille ou non, indépendamment des autres revenus), pour laquelle Ecolo se prononce « prudemment » et à certaines conditions, serait, dit le parti vert, un moyen de dissocier le revenu et l'emploi, de désacraliser le travail, de le choisir à sa mesure. Mais cette allocation de-

vrait être liée à une réforme fiscale : décumul intégral, maintien d'un impôt progressif, principe de la globalisation des revenus. Enfin le droit au travail serait notamment assuré par une réduction, obligatoire et uniforme, du temps de travail de l'ordre de 20% : soit le passage aux 30 heures/semaine ou 1.500 heures par an. Le financement de l'opération se ferait par la transformation des gains de productivité en partage des emplois. Les pertes de salaire seraient compensées soit par l'attribution simultanée de l'allocation universelle, soit par une réduction forfaitaire d'impôt financée par les économies relâchées dans les dépenses de chômage. L'embauche compensatoire serait obligatoire, avec des modalités plus souples pour les entreprises de moins de vingt travailleurs.

Par quelles recettes réaliser les options prises par Ecolo sur un autre type de société ? Sur ce plan, Ecolo reste des plus vagues, esquivant, pour l'instant, le choc de la confrontation trop brutale — expérience que ce parti a vécue douloureusement dans la gestion partagée de la ville de Liège. Mais c'était aussi le parti pris de ce dimanche vert à Floreffe de se garder « des principes de gestion, des alternatives à Martens-Gol, des emplacements sur la jambe du travail ». « A l'heure où le court terme se casse la figure, explique Jean-Marie Pierlot, il nous semble plus important de viser les enjeux de demain. »

BÉNÉDICTE VAES.